

CGIL-FP (Sorrento, 14 – 16 avril 2010)

Intervention d'Anne-Marie PERRET, Présidente de la FSESP

Chers Collègues et amis,

Comme il est de tradition, je vous apporte à toutes et à tous le salut fraternel et solidaire de la FSESP et je voudrais vous souhaiter bon courage pour les travaux que vous allez mener au cours de ce congrès.

Come da tradizione, porto a tutti il saluto fraterno e solidale della Federazione Sindacale Europea dei Servizi Pubblici (FSESP) e vi auguro buona fortuna per il lavoro che svolgerete durante questo congresso.

Il y a bientôt un an, plus de 500 délégué(e)s venus de toute l'Europe étaient à Bruxelles pour participer au 8^{ème} congrès de notre fédération syndicale européenne des services publics (FSESP). Je dis « notre », car il s'agit bien de notre « maison syndicale commune », celle où nous travaillons ensemble, où nous combattons ensemble les méfaits d'un capitalisme dévoyé, d'une « économie casino » pour reprendre les termes de John Monks, Secrétaire général de la CES.

La CGIL-FP a pris et prend toute sa part dans ce travail et dans ce combat pour une Europe sociale dans laquelle les services publics jouent un rôle FONDAMENTAL. Travail et combat reconnus, puisque Rosa Pavanelli a été élue vice-présidente de la FSESP à l'occasion de ce 8^{ème} congrès.

Mais peut-être est-il utile de rappeler ce qu'est la FSESP et quels sont les secteurs qu'elle représente :

La fusion entérinée lors du congrès de Bruxelles entre la partie européenne de l'Internationale des services publics (ISP) et la FSESP fait désormais de notre organisation européenne la fédération d'industrie la plus importante de la Confédération européenne des syndicats (CES) avec plus de 250 syndicats et 8 millions de membres. Plus de 68 % de nos membres sont des femmes. Il faut le rappeler, car ce sont malheureusement les femmes qui sont les plus touchées par la crise actuelle.

La FSESP intervient dans 4 secteurs:

- Santé et Services sociaux;
- Administration locale et régionale
- Administration nationale et européenne
- Entreprises publiques (gaz, électricité, eau, déchets)

Venons-en maintenant aux problèmes de fond, ceux auxquels tous les affiliés de la FSESP sont confrontés à des degrés divers. Et posons-nous quelques questions :

Où est passé le « modèle social européen » ?

En l'espace de 3 décennies, on est passé d'une économie productive et redistributive à un système de concentration extrême des richesses qui repose largement sur la spéculation financière et dans lequel les inégalités ne cessent de se creuser.

Nous vivons une époque paradoxale où l'Etat-providence n'est plus ce qu'il était, mais où on a plus que jamais besoin de lui. Une époque de « laissez-faire » et « laissez-passer » où l'on

a « saucissonné » les services publics en services d'intérêt général, services d'intérêt économique général, services sociaux d'intérêt général, au point que le fonctionnaire (ou l'agent public) ne s'y retrouve plus et que le citoyen moyen a cessé d'y trouver son compte !

Quelle analyse faisons-nous de la crise actuelle à la FSESP ?

Sur le plan des causes principales, il est clair que le modèle ultra-libéral choisi par la Commission européenne et l'ensemble des gouvernements des pays membres a conduit à la catastrophe financière, économique et sociale que nous connaissons.

Dans ce schéma, les services publics, malgré la déréglementation, les restructurations, la privatisation, ont permis d'amortir les effets les plus néfastes de la crise.

Mais le prix à payer est très lourd, car dans ce contexte, les fonctionnaires et agents publics ont été et sont toujours les « variables d'ajustement » du combat dogmatique mené par les gouvernements contre les déficits publics : nous avons tous vu comment la récente « crise » grecque a mis en lumière tous ces dysfonctionnements.

Mais avant cela, de nombreux pays n'ont pas hésité à procéder à des coupes sombres dans les budgets publics, à geler ou réduire les salaires, à limiter les recrutements, à ne remplacer qu'un fonctionnaire sur deux, à remettre en cause les conventions collectives, à réformer les systèmes de retraite... Grèce, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Pays-Bas, Espagne, Slovénie, France... la liste est longue, sans compter les pays soumis aux ajustements drastiques du FMI tels que la Roumanie, l'Islande, la Hongrie, l'Ukraine, les pays des Balkans...

Ainsi que le disait le célèbre fabuliste français La Fontaine dans une de ses fables intitulée « les animaux malades de la peste » : *« ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés »*.

Et pendant ce temps, avec un cynisme incroyable, Monsieur Barroso et la Commission ignorent le désastre humain engendré par la crise et continuent de prôner les mêmes recettes qui ont pour noms marché intérieur, concurrence, libre-circulation, compétitivité...

Une communication de la Commission de novembre dernier sur la stratégie de l'Union européenne à l'horizon 2020 ne laisse aucun doute là-dessus : *« la Commission sera particulièrement attentive à ce que le marché unique continue d'être la base de la croissance de l'UE et à la lutte contre le risque de repli national »*.

Au moment où la Grèce doit faire face à une crise sans précédent, certains commissaires n'hésitent pas à en « rajouter » et à faire de l'ingérence dans les affaires du pays, tel Olli Rehn, Commissaire aux affaires économiques et monétaires qui le 29 mars dernier déclarait que *« la Grèce doit réduire sa masse salariale, y compris par un gel des salaires des fonctionnaires d'Etat, territoriaux, des agences d'Etat et d'autres institutions publiques en réduisant les recrutements »*.

Et pendant ce même temps, les spéculateurs continuent... à spéculer ! Après la Grèce, c'est maintenant au tour de l'Espagne, du Portugal, de l'Italie d'être dans la ligne de mire des instances européennes et les prédateurs guettent leurs futures proies...

La crise n'est pas finie et la FSESP a toutes les raisons de penser que les appels à la vertu pour les financiers (l'idée d'une taxe sur les banques fait son chemin) risquent de rester lettre morte au profit d'un appel massif en faveur de la résorption des déficits publics.

Réagir et Agir !

Cela n'est pas acceptable et nous devons réagir et agir ! Nous devons mettre un coup d'arrêt à cette vaste entreprise de destruction du modèle social européen. Pour cela, nous devons renforcer notre présence et notre action auprès de nos syndicats affiliés, nous devons renforcer la coopération avec l'ensemble du mouvement syndical européen et international : la CES, la Confédération Syndicale Internationale (CSI), le TUAC, (Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE). Tout récemment, Guy Ryder, Secrétaire général de la CSI déclarait : « *Ce n'est pas le moment de dire que la dette publique est trop importante. Le problème essentiel aujourd'hui n'est pas le déficit, mais le chômage et la situation sociale* ». La FSESP partage totalement cette analyse et pense avec la CES que « *Le politique doit prendre le pas sur les marchés financiers [et que] l'Union européenne doit se doter de règles strictes et efficaces*» (CES newsletter n° 44 février 2010).

Nous devons retrouver le chemin de la justice sociale, donner la priorité aux gens, ainsi que nous l'avons scandé dans les rues de Londres, Bruxelles, Madrid, Prague et Berlin au printemps 2009.

Nous devons être conscients que nous pouvons influencer des décisions politiques européennes : nous l'avons démontré lors du débat relatif à la révision de la directive temps de travail. Une bataille a été gagnée, mais la guerre n'est pas finie... Et nous devons encore mobiliser nos affiliés sur ce sujet sensible dans les mois à venir... Nous avons encore et toujours besoin du soutien de tous nos affiliés dans le combat que nous menons actuellement contre le projet de directive sur les droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

Nous devons nous mobiliser pour faire aboutir nos revendications prioritaires :

- L'obtention d'un cadre juridique protégeant les services publics garants de la cohésion sociale et territoriale, contre leur désagrégation progressive par les politiques de concurrence.
- Un travail décent et des services publics pour tous, en mettant fin aux partenariats public/privé qui ont la plupart du temps débouché sur des privatisations et en encourageant au contraire les coopérations public/public
- La construction d'une économie verte et durable qui prenne en compte les problèmes de changement climatique.
- **Mener à bien notre campagne pour l'eau pour que l'accès aux services de l'eau soit reconnu comme droit fondamental dans l'Union européenne et renforcer l'opposition à la commercialisation de l'eau afin d'empêcher la libéralisation et la privatisation de ces services.**
- La justice sociale pour mettre fin à la pauvreté, la précarité, les inégalités

Il est temps de privatiser les pertes et de resocialiser les profits. Il faut en finir avec un modèle qui a fait la preuve de sa nocivité sociale et sociétale.

Plus que jamais, priorité doit être donnée aux services publics !

Grazie per il vostro invito e la vostra attenzione, buon congresso a tutti voi !

Viva i Servizi pubblici ! I Servizi pubblici sono la forza dell' Europa !

**Anne-Marie Perret
Présidente de la FSESP**